

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 4

Artikel: Une réalité isolée perçue comme chimérique : les femmes dans la PCI
Autor: Ebener, Lena
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977699>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



A l'heure où l'on parle beaucoup à Berne d'un « service citoyen » pour l'ensemble de la population, peut-être faudrait-il se souvenir que celui-ci existe déjà. En effet, les femmes et les étrangers résidents peuvent s'engager comme volontaires au sein de la protection civile (PCi).

Personnel

Une réalité isolée perçue comme chimérique : Les femmes dans la PCi

Lena Ebener

Rédactrice RMS

Jamais je n'aurais imaginé que ma présence puisse être aussi improbable que celle d'une licorne, et pourtant, c'est ce que j'ai vécu lors des premiers jours de mon engagement à la protection civile. Lorsque je me présentais aux astreints, on me disait souvent « *Une femme à la protection civile ! Ça existe ?* »

Mais avant de relater mon expérience durant la mobilisation COVID-19, j'aimerais revenir sur les débuts de cette belle aventure au service de la population.

En 2019, c'est en effectuant un stage à l'état-major cantonal de la Protection civile genevoise, que j'ai découvert qu'il était possible de s'engager volontairement. J'ai regretté que cette information ne circule pas davantage. En tant que femme, je n'étais pas au courant de cette possibilité.

Ce stage faisait suite à mon *Master* en sécurité globale et résolution des conflits, lors duquel le commandant de la protection civile au niveau cantonal, Nicola Squillaci, était venu nous présenter son organisation. Devant collaborer au développement du groupe d'intervention en psychologie d'urgence (GIPsy), j'ai préféré aller jusqu'au bout de la démarche plutôt que d'en rester à une contribution théorique.

Entre théorie et pratique

A propos de théorie, justement, l'Office de la protection de la population et des affaires militaires savait qu'un tel engagement était possible, mais dans la pratique, j'ai présenté un cas d'école. D'ailleurs, il n'y a pas que les femmes qui peuvent entreprendre cette démarche, les étrangers ont également cette possibilité.

Il est nécessaire de fournir un CV au chef de groupe et d'obtenir son aval. Puis, le dossier doit être validé par le commandant de l'organisation cantonale.

Dans mon cas, j'ai reçu rapidement mon livret de service ainsi qu'une convocation pour une demi-journée de recrutement accéléré à Payerne. Il s'agit simplement de passer une visite médicale. Car même les volontaires sont couverts par l'assurance militaire et une personne présentant un souci de santé préexistant serait déclarée inapte.

Dans mon cas, vu mon incorporation, il ne m'a pas été imposé de suivre la formation de base de deux semaines. J'ai reçu une formation spécifique de trois jours, donnée par mes pairs dans le domaine de la psychologie d'urgence. Avant ma mobilisation dans le cadre de la crise sanitaire, j'ai eu l'occasion de participer à un exercice en présence des autres groupes similaires, comme l'AGPsy Police.

Je ne me doutais pas que quelques mois plus tard, on passerait de l'exercice à l'engagement réel, une pandémie nécessitant toutes les forces disponibles.

Durant ces deux mois de mobilisation, mon rôle était de veiller au moral des troupes. En binômes, un secteur nous était affecté, et nous devions effectuer des patrouilles, tourner sur les lieux les plus sensibles, afin de nous entretenir avec les astreints. Au début, nous nous retrouvions confrontés aux craintes de l'inconnu, face à un virus dont on ne savait rien, à des problèmes d'APG, d'organisation entre les études et les heures de PCi. Puis une forme de routine s'est installée, nos visages sont devenus familiers, les peurs se sont effacées.

Les femmes sont rares

Au moment où j'ai rejoint le groupe, il se composait de huit personnes. Sept astreints, parmi lesquels six psychologues de métier, un médecin, et le dernier, sapeur-pompier volontaire et gradé au sein de la protection civile, au bénéfice de la formation en psychologie d'urgence.

Je présente la particularité d'avoir été une pionnière, dans le sens où j'ai été la première volontaire au GIPsy. Mais j'ai ouvert la voie, depuis, quatre autres femmes ont rejoint le groupe et portent fièrement l'uniforme. Même si, pour être totalement honnête, certaines ont relevé quelques remarques sexistes. Pour ma part, je n'ai pas ressenti de discrimination, ou peut-être ne m'en suis-je pas offusquée, étant habituée aux environnements masculins et au milieu de la sécurité.

Un volontaire est soumis aux mêmes devoirs et aux mêmes droits que les astreints. En cas de mobilisation il doit répondre présent. Il touche l'APG ainsi qu'une solde en fonction de son grade.

La semaine qui précède le début du confinement, je suivais justement un cours de cadre me permettant de passer sous-officier.

La possibilité offerte par la protection civile reste pour moi une expérience humaine inestimable, même si depuis j'ai été appelée vers d'autres fonctions, en cours de validation, toujours dans le domaine de la protection de la population.

L. E.

Photos ci-dessous : Le char de combat israélien *Merkava IV* est équipé d'un canon de 12 cm et désormais doté d'un système de protection anti-missiles baptisé *Trophy*.



News

Israël

Au mois d'août 2021, pour la première fois de son histoire, une compagnie de chars entièrement composée de femmes conscrites sera stationnée à la frontière égyptienne. Après un premier essai pilote mené en 2017-2018 et évalué positivement, il a été décidé d'incorporer des femmes dans les unités blindées, y compris en service actif.

A cela s'ajoute que pour la première fois également, le bataillon d'infanterie Caracal recevra une compagnie de chars subordonnée pour la durée de cet engagement. Il faut savoir qu'en Israël, la structure et même les grades sont différents au sein de l'infanterie et du corps des troupes blindées. Le commandant de la compagnie est un officier issu de l'infanterie, mais qui a suivi une formation supplémentaire.

Le corps de troupe est responsable de la défense du secteur Nord de la frontière avec l'Égypte. Le bataillon fait partie d'un corps de protection de la frontière. Ces unités sont engagées de manière sédentaire et les exigences physiques au recrutement sont plus faibles que pour les formations de manœuvre. Le corps de défense de frontières compte quatre autres unités mixtes hommes/femmes.

L'instruction axée sur l'engagement a été menée sur la base de Shizafon, dans le désert du Negev, où se trouve également l'École des troupes blindées.

Source : Times of Israel, 2.07.2021. <https://www.timesofisrael.com/in-first-female-tank-operators-to-be-deployed-along-egyptian-border/>

Réd. RMS+



A l'issue de programmes pilotes en 2017-2018, les femmes israéliennes peuvent désormais être incorporées dans les unités blindées. Ceci ne va pas sans discussions et sans critiques au sein de la société israélienne, mais l'armée répond en disant que tous les bras disponibles sont nécessaires.

